

"Les chefs d'État sous pression" dans Le Quotidien (27 mai 2014)

Légende: Le 27 mai 2014, le journal luxembourgeois Le Quotidien s'interroge sur l'impact que peut avoir la poussée des partis europhobes aux élections européennes sur les dirigeants européens notamment dans la manière dont est dirigée l'Europe et dans le choix de la future Commission européenne.

Source: "Les chefs d'État sous pression" dans Le Quotidien. 27.05.2014, p. 3.

Copyright: (c) Le Quotidien

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_chefs_d_etat_sous_pression_dans_le_quotidien_27_mai_2014-fr-a8ed5dd2-f5cf-46a3-b6a8-1bf806c6c3af.html



Date de dernière mise à jour: 22/11/2016

Les chefs d'État sous pression

UE Les dirigeants européens vont devoir tenir compte de la poussée historique des europhobes dans la manière de diriger l'Europe et dans le choix de la future Commission.

Les chefs d'État et de gouvernement se retrouveront ce soir à Bruxelles pour un tour d'horizon consacré notamment à une analyse des élections de dimanche, marquées par un rejet des institutions européennes et des élites nationales au pouvoir.

De nombreux partis populistes, eurosceptiques ou même nationalistes font leur entrée au Parlement européen. Dans certains pays, peut-être pas autant qu'on le craignait. Mais la France est naturellement un signal grave avec le **Front national**, a estimé, hier, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, à la télévision allemande. Le Premier ministre français, Manuel Valls, a réagi en se disant **«convaincu que l'Europe peut être réorientée pour soutenir davantage la croissance et l'emploi, ce qu'elle ne fait pas depuis des années»**.

Au lendemain d'élections boudées par plus d'un électeur européen sur deux (43,09 % de participation), le Parlement européen est plus que jamais fragmenté. Certes, les grands partis pro-européens restent largement majoritaires, mais ils ont tous perdu des plumes. Premier groupe en termes d'élus, le Parti populaire européen (PPE) qui rassemble les partis démocrates-chrétiens et de centre droit est crédité de 214 sièges, soit 59 de moins que dans l'assemblée sortante. Crédités de 189 sièges, les socialistes et sociaux-démocrates perdent 7 sièges, notamment à cause de la déroute des socialistes français, et n'évitent le naufrage que grâce aux très bons résultats du Parti démocrate de Matteo Renzi en Italie. Les autres partis pro-européens sont également en recul. Avec 66 sièges les libéraux perdent 17 de leurs représentants. Crédités de 52 élus, les Verts limitent la casse, malgré les mauvais résultats des écologistes en France, et ne per-

dent que 5 sièges. La gauche radicale qui, à l'instar des conservateurs, des socialistes, des libéraux et des Verts, avait joué le jeu du renouveau des institutions en présentant un candidat à la présidence de la Commission européenne, améliore sa présence au Parlement, grâce au succès de la liste Syriza en Grèce, et gagne 7 élus avec 42 sièges.

► **«Trop tôt pour décider» pour la Commission**

Sur le papier, les partis pro-européens disposent d'une majorité de 521 sièges (sur 751) mais ils sortent trop secoués des élections européennes pour empêcher les chefs d'État et de gouvernement de reprendre la main s'ils le souhaitent. Faute d'une vraie majorité qui se dégage du scrutin de dimanche, les États vont sans doute en profiter pour maintenir leurs prérogatives.

Le Premier ministre britannique, David Cameron s'est toujours montré hostile au fait que le Parlement puisse choisir le prochain président de la Commission européenne. La victoire en Grande-Bretagne des europhobes de l'UKIP de Nigel Farage devrait le conforter dans sa volonté de ne pas laisser la main au Parlement. Interrogé, hier, au cours d'une conférence de presse pour savoir s'il avait un message pour David Cameron, le candidat officiel du PPE, Jean-Claude Juncker, jugé trop **«fédéraliste»** par les Britanniques, a sèchement répondu : **«Je ne me mets à genoux devant aucun dirigeant. J'ai gagné les élections»**.

Mais la chancelière allemande, Angela Merkel, considérée plus que jamais comme la seule patronne de l'Europe, n'a jamais manifesté un grand enthousiasme à l'idée de voir le Parlement et la Commission s'affirmer au détriment des États. Elle pourrait profiter de la situation pour im-

poser son ou sa candidate. Hier, Angela Merkel s'est réjouie du **«résultat solide»** des conservateurs et a affirmé qu'il fallait désormais mener **«des discussions»** pour nommer un nouveau président de la Commission européenne.

Dans sa lettre d'invitation aux dirigeants européens, le président du Conseil européen – l'instance qui représente les États européens à Bruxelles – Herman Van Rompuy, a prévenu qu'il serait **«trop tôt pour décider des noms à proposer pour la présidence de la Commission européenne»**. Mais il ne fait aucun doute que, dans le secret de leur huis clos, les chefs d'État et de gouvernement évoqueront de possibles candidats de compromis issus de la gauche libérale ou de la droite sociale. Des noms circulent comme celui de la directrice du Fonds monétaire internationale (FMI), Christine Lagarde ou de la Première ministre danoise, Helle Thorning-Schmidt.

Le traité de Lisbonne, entré en vigueur en janvier 2010, recommande aux dirigeants européens de désigner le président de la Commission «en tenant compte des résultats des élections européennes». Le Conseil européen et le Parlement n'interprètent pas cette recommandation de la même manière. Pour le Parlement européen, il était clair que les électeurs étaient appelés à choisir non seulement leur députés mais aussi, indirectement, le futur président de la Commission.

Cette promesse risque de voler en éclats et les europhobes, en mesure de créer deux groupes au Parlement, l'un autour de Nigel Farage et l'autre autour de la Française Marine Le Pen dont le parti Front national est devenu le premier parti de France, pourraient en profiter pour dénoncer l'écart entre les paroles et les actes lorsqu'il est question de l'Europe.